

100 jours après : une des épreuves

Des actes et des attentes

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon



S'IL est un axe des plus prioritaires dans l'exécution de l'action gouvernementale, c'est bien le social. Tant le triptyque "patriotisme-pragmatisme-proximité" constitue l'essence d'une politique qui veut être au cœur des préoccupations des populations. Alain-Claude Bilie-By-Nze s'est donné la mission d'être le rempart face à des difficultés qui ne cessent de croître dans un environnement social à la croisée des chemins.

Pendant 100 jours, qu'est-ce qui a été posé comme actes qui puissent amener certains à dire que les lignes bougent du côté du gouvernement ? Déjà sur le plan sanitaire, le suivi de l'exécution du programme relatif à l'amélioration de l'offre avec la construction des structures de santé dans certaines provinces a été relevé. Des missions ont été effectuées sur le terrain. Dans le même ordre d'idées, on notera le lancement des caravanes médicales. C'est vrai, il y a des attentes, mais de ce qui est fait laisse augurer des lendemains prometteurs.

Même son de cloche du côté de l'eau et de l'électricité. Là aussi, le programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville (Piaepal) a retenu l'attention du gouvernement. Aux travaux d'achèvement qui ont pris du retard, comme l'avait consenti le ministre en charge de ce porte feuille, Severin Oswald Mayounou, les Gabonais ne demandent plus que le maintien de la cadence dans l'exécution de ces chantiers.

Toujours sur le plan social, il faut noter les réformes de la CNSS et la CNAMGS. Le gouvernement s'est appesanti sur l'amélioration de la prise en charge des personnes vulnérables, notamment les femmes et les enfants. Une dynamique qui s'est également portée sur la résolution du conflit homme-faune dont l'acte majeur a été les premières phases de dédommagements des habitants victimes des ravages des éléphants.

Malgré ces initiatives évoquées plus haut, il n'en demeure pas moins que les attentes des populations sont toujours aussi nombreuses. C'est dire que le Premier ministre Alain-Claude Bilie-By-Nze et ses ministres ne devraient pas se départir d'une certaine pression qui consiste à accompagner leur gestion de la chose publique par des actions dont le but est l'amélioration des conditions de vie des Gabonais.

ntes.

Au cœur de l'action !

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

DURANT ces cent (100) jours, le chef du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, aura été confronté à deux crises à l'épreuve desquelles l'on aura pu cerner les contours de sa méthode.

Que ce soit lors des pénuries en tout genre survenues dans les provinces de l'Ogooué-Lolo et du Haut-Ogooué à la suite de l'éboulement intervenu sur la voie ferrée, le 24 décembre dernier, entre les gares de Booué et de l'Offoué ou encore plus récemment, le 9 mars dernier, lors du naufrage du 'Esther Miracle' au large de Libreville, il aura été vé-

Photo : Jocelyn Abila



ritablement au cœur de l'action. En allant, dans le premier cas, au contact des populations de ces deux provinces. Et dans le second, au plus près des parents des victimes et des naufragés. Une proximité qui, dans les deux cas, lui aura permis de mesurer l'ampleur des situations tout en prenant, par la suite, des décisions qui s'imposaient.

Un pragmatisme voulu et assumé, traduction de sa volonté d'agir et d'être concret autant que possible sans état d'âme. Ce fut manifeste au lendemain du naufrage du Esther Miracle où, d'une manière ferme, plusieurs personnalités impliquées dans la chaîne de décision ont été sanctionnées. Et le ministre des Transports, Brice Constant Paillat, prié de

tirer toutes les conséquences politiques qui en découlaient.

Une fermeté qui, selon de nombreux observateurs, tranche radicalement avec la situation vécue lors du crash de Gabon Express en juin 2004. Ce qui, de toute évidence, relève de la nécessité de replacer le sens de la responsabilité, de la probité et de l'intégrité au centre des actions des personnalités politiques et de tout agent public. Et d'en finir, dans une certaine mesure, avec cette forme d'impunité à laquelle les uns et les autres se sont malheureusement accoutumés depuis fort longtemps. Et qui, dans une certaine mesure, est la source de l'inefficacité de plusieurs services publics.

Quoi qu'il en soit, sa gestion de crise était adossée à une forme de transparence. Histoire d'informer, en temps réel, l'opinion publique sur l'évolution de la situation.

Au regard de cette dynamique, d'aucuns souhaiteraient vivement que toutes les interrogations soulevées au lendemain du naufrage du Etsher Miracle soient suivies de réponses. Et que le Premier ministre édifie l'opinion sur les mesures qu'il entend prendre pour que toutes les insuffisances et dysfonctionnements relevés lors de ce drame ne se reproduisent plus. Si possible, en mettant sur pied un dispositif permanent de secours des populations à l'échelle nationale.